



VILLE DE JUVIGNAC
997 allées de l'Europe
34990 Juvignac

Service marchés publics

MISSIONS
Lot 1 contrôle technique
Lot 2 CSPS

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)

Article 1 : Objet du marché, dispositions générales :

- 1.1 Objet du marché:

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières a pour objet l'exécution d'une mission de contrôle technique de ces travaux en phases de conception et de réalisation, ainsi que l'élaboration de l'attestation prévue à l'article L.111-7-4 du code de la construction et de l'habitation.

Au sens des dispositions de l'article R.4532-1 du code du travail, l'opération est classée en 2^{ème} catégorie. Un marché de coordination pour la sécurité et la protection de la santé des travailleurs (CSPS) de l'opération sera conclu avec un prestataire choisi par le maître de l'ouvrage.

Forme du marché

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur, en procédure de l'article 28 du code de marchés publics.

Classification CPV :

79311000-7 - Services d'études.

71335000-5 - Études techniques.

Programme :

Le marché vise la conception et la réalisation d'un groupe scolaire à Juvignac, quartier des Constellations, sur un terrain d'assiette de 1 hectare minimum. Ce groupe scolaire, dénommé Nelson Mandela, comprendra 16 classes, deux réfectoires (maternelles et élémentaires), un office de réchauffage, des salles de motricité et de polyvalence. Le marché comprend également des travaux de VRD (50 places de parking, cour de récréation etc) pour une surface utile de 2 900 m² environ. Le projet de construction sera de type modulaire et déplaçable. Il est soumis au respect des nouvelles normes de la réglementation thermique RT 2012 au minimum.

Les candidats sont invités à envisager la livraison progressive des éléments modulaires constitutifs du groupe scolaire, de telle sorte à satisfaire en premier lieu l'accueil des enfants dès la rentrée de septembre 2016, puis la livraison de l'intégralité du groupe scolaire pour janvier 2017. L'attention des candidats est attirée sur le fait que le déplacement de tout ou partie du groupe scolaire doit être techniquement et économiquement possible tout comme les possibilités de recyclage de la construction. Le bien-être de l'enfant est un critère principal qui doit guider l'équipe de construction. La fonctionnalité du bâtiment, sa modularité, sa capacité à être en tout ou partie.

1.2 - Titulaire du marché

Dans le présent marché, le « maître de l'ouvrage » est le pouvoir adjudicateur qui passe le marché et le conclut avec le candidat déclaré attributaire.

Le « contrôleur » ou le « titulaire » désigne le prestataire qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. La personne responsable du marché est le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

1.3 – Cotraitants et Sous-traitants :

Le marché pourra être attribué soit à un seul cocontractant, soit avec des cotraitants groupés. Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de son/ses cotraitant(s) à l'égard du maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché, même s'il s'agit d'un groupement, peut sous-traiter certaines parties de son marché dans les conditions prévues par les dispositions des articles 112 à 117 du Code des marchés publics, après avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

1.4 - Intervenants de l'opération :

1.4.1 - Organisation de la Maîtrise d'ouvrage

Les rôles au sein de la maîtrise d'ouvrage sont ainsi répartis :

Maître de l'ouvrage : ville de Juvignac

Représentant légal du maître de l'ouvrage: monsieur Jean-Luc SAVY, Le Maire

1.4. 2 - Organisation de la Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par un groupement qui sera désigné titulaire du marché de conception-réalisation composé comme suit :

Groupement conjoint et solidaire. Ce groupement sera constitué d'une équipe de conception associée à une équipe de réalisation. L'Équipe de conception s'articulera autour d'un groupement de concepteur agissant en qualité d'entreprise groupée conjointe ou d'une entreprise générale de conception. L'Équipe de conception devra disposer nécessairement de la qualité d'architecte pour l'établissement du projet architectural conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture. L'Équipe de réalisation s'articulera autour soit d'une entreprise générale du bâtiment soit d'un groupement d'entreprises groupées conjointes. Le mandataire du groupement sera solidaire de l'ensemble de ses co-traitants. Le groupement de conception-réalisation devra justifier obligatoirement des compétences d'ingénierie (structure des ponts, des constructions métalliques et/ou bois, fluides, VRD et environnement) et en exécution références de travaux et/ou capacités de fabrication et réalisation d'ouvrage métallique ou bois.

1.5 - Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue en un marché de conception réalisation

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

L'Acte d'Engagement et son/ses annexe(s), dont le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) qui constitue l'annexe 1 à l'acte d'engagement;

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI), dans sa version en vigueur à la date limite de réception des offres;

Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de contrôle technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 ;

Le programme des travaux fonctionnel et technique;

La note méthodologique et ses annexes éventuelles constituant un des éléments de l'offre du contrôleur technique.

En cas de litige, seules les pièces contractuelles détenues par le maître d'ouvrage font foi.

Article 3 : Contenu des missions

3.1 - Principes généraux

Lot 1:

Le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un défaut dans l'application des de la réglementation en vigueur.

Le contrôleur technique fonde les vérifications auxquelles il procède pour remplir sa mission, d'une part, sur les disciplines scientifiques qui intéressent les domaines d'intervention concernés et qui sont en jeu dans les aléas techniques susceptibles d'être rencontrés, d'autre part, sur les méthodes propres de contrôle qu'il a élaborées. Par nature, ces vérifications comprennent l'évaluation technique du projet, puis de sa réalisation, par référence à la réglementation en vigueur, dans les conditions fixées par le CCTG applicables aux marchés publics de contrôle technique et par les articles de la norme NFP 03-100.

Le contrôleur technique devra exercer son métier dans les règles de l'art ainsi que définies dans les textes en vigueur et prévenir le maître d'ouvrage pour toute mission non prévue dans son devis mais qui deviendrait nécessaire pour la bonne réalisation de la mission de contrôle technique.

Le titulaire entreprendra toute action non citée dans le présent CCP mais faisant partie de sa mission de contrôle technique.

Le contrôleur se doit, dès qu'il en a connaissance, d'informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, sans délai et par tout moyen, de tout problème, malfaçon ou non-respect des mesures qu'il a préconisées.

Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement au maître d'ouvrage. Faute de les avoir réclamés en temps utile, il ne pourra pas se prévaloir ultérieurement de la non réception de ces documents par le maître d'ouvrage.

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

L'intervention du contrôleur technique ne porte ni sur la sécurité et la santé des personnes pendant toute la durée des travaux, ni sur la sécurité des matériels utilisés par les entreprises, tels que grues, engins de chantier, échafaudages.

Sur le chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.

La preuve des qualités des matériaux et éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles qui leur sont applicables doit être apportée au contrôleur technique soit par un marquage, soit par un certificat, soit par tout autre moyen admis par la réglementation.

Les aménagements spécifiques des activités professionnelles visés à l'article 4.2.7 de la norme NFP 03-100 s'entendent notamment des équipements industriels mus mécaniquement ou manuellement, tels que machines, ponts-roulants, ponts-élévateurs, chaînes de convoyage, des équipements sportifs, des installations scéniques, manèges et attractions de loisirs ainsi que des éléments d'équipement, appareils et installations dont la destination est propre à l'activité exercée dans la construction.

Les correspondances, rapports de contrôle et, d'une manière générale, les documents établis par le titulaire ne sont pas conservés au-delà d'un délai de dix ans après l'achèvement de la mission.

Missions de contrôle technique pour un ERP de 2^{ème} catégorie de type R relatives à :

La mission L (voir CCTP)

La mission SEI

La mission PS

Le contenu des missions de base est conforme aux dispositions de l'annexe A de la norme NFP 03-100.

L'accessibilité des constructions (Hand).

LOT 2 :

Le coordonnateur veille à ce que les principes généraux de prévention définis par l'article L.4531-1 à 3 du Code du travail soient effectivement mis en œuvre.

Il assure dans le cadre réglementaire et aux différentes phases d'avancement du projet la prévention des risques résultant de l'intervention simultanée et successive de plusieurs entreprises.

Le coordonnateur ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs sous réserve des dispositions de l'article 4 du présent CCP.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants de l'opération de construction de bâtiment.

Représentant du coordonnateur SPS

Le coordonnateur désignera dans l'acte d'engagement la personne responsable de la conduite des prestations de coordination SPS et qui sera à ce titre l'interlocuteur privilégié de la personne responsable du marché durant tout le marché.

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S., doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder les attestations requises par l'article R.4532- 31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate, sans mise en demeure préalable, du marché aux torts du titulaire.

La bonne exécution des prestations est directement dépendante de la qualité de la personne ainsi nommément désignée et de la continuité de son action. Tout changement éventuel de personne nécessitera donc une concertation préalable avec la personne responsable du marché et son approbation expresse par dérogation à

l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Le coordonnateur ou à défaut le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de sept (7) jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Dans le cas où le coordonnateur SPS pour la phase conception et le coordonnateur SPS pour la phase réalisation seraient deux personnes physique différentes, cet article s'applique concernant les modalités de passation des consignes entre eux.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier à celle hebdomadaire de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

3. 2 – lot 1 Les éléments de la mission de contrôle technique et du CSPS

Le présent marché est constitué des éléments de missions suivantes :

Prestations à exécuter	% sur forfait	Montant en € HT
Elément de mission n '1 - Prestations à exécuter au cours de l'élément « Avant-projet sommaire finalisé»		
Elément de mission n '2 – élaboration des dossiers de demandes d'autorisations administratives (permis de		
Elément de mission n '3 – études de conception de niveau APD		
Elément de mission n '4 – Etudes de conception de niveau PRO		
Total Phase Conception (1)	%	

Décomposition de la rémunération en phase réalisation		
Prestations à exécuter	% sur forfait	Montant en € HT
Elément de mission n° 5 Etudes d'exécution et synthèse		
Elément de mission n '6 - Prestations à exécuter au cours de l'élément « DET »		
Elément de mission n 7 - Prestations à exécuter au cours de l'élément « AOR »		
Rapport final		

Phase garantie de parfait achèvement pour les travaux:

Prestations à exécuter au cours de la période de garantie de parfait achèvement et Remise du rapport définitif.

Elément de mission complémentaire :

Attestation prévue à l'article L.111-7-4 du code de la construction et de l'habitation.

Les éléments de mission font référence aux éléments de mission de maîtrise d'œuvre pour les opérations de réhabilitation de bâtiments définis par la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et par le décret n°93-1268 pris pour son application.

Chacun des éléments de mission qui composent la mission du contrôleur technique ainsi que l'élément de mission complémentaire constitue une partie technique au sens de l'article 20 du CCAG-PI.

L'arrêt d'exécution des prestations pourra être décidé conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAGPI après l'exécution de chaque élément de mission.

3.3.4 - Description du contenu de la mission de contrôle technique

Les missions confiées sont les suivantes :

Missions de contrôle technique pour un ERP de 2^{ème} catégorie de type R relatives à :
la mission L (voir CCTP)

la mission SEI

La mission PS

Le contenu des missions de base est conforme aux dispositions de l'annexe A de la norme NFP 03-100.

L'accessibilité des constructions (Hand).

Le contenu des missions complémentaires est conforme aux dispositions de l'annexe A du CCTG applicables aux marchés publics de contrôle technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 annexée au présent CCP.

L'arrêt d'exécution des prestations pourra être décidé conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-PI après l'exécution de chaque élément de mission.

3.3. - Les documents à remettre au maître d'ouvrage

La transmission des documents est effectuée par le titulaire au maître d'ouvrage selon les modalités prévues à l'article 3.1 du CCAG-PI pour la notification des décisions du pouvoir adjudicateur au titulaire.

Les délais fixés aux articles ci-dessous sont décomptés dans les conditions prévues par l'article 3.2 du CCAG-PI.

Chaque délai est prolongé des retards dont le coordonnateur ne peut être tenu pour responsable, à savoir :

les retards occasionnés par un défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage ;

les retards d'obtention d'autorisations administratives ;

les défaillances de prestataires titulaires de contrats passés avec le maître d'ouvrage.

Le contrôleur technique remettra en double exemplaire ses rapports au maître d'ouvrage.

Phase conception :

Avis sur les documents de conception : Le contrôleur technique doit dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception par lui de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, faire connaître ses observations écrites auprès du maître d'ouvrage.

Rapport initial : Le contrôleur technique doit dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception par lui de la demande du maître d'ouvrage, lui transmettre ce rapport.

Phase réalisation :

Avis sur les divers documents techniques relatifs à l'opération : Le titulaire doit dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception par lui de chaque document établi par le maître d'œuvre ou les entreprises, faire connaître ses observations écrites auprès du maître d'ouvrage.

Rapport final : Le titulaire doit dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception par lui de la demande du maître d'ouvrage, lui transmettre ce rapport.

Il communique toute information qu'il estime nécessaire au bon déroulement de l'opération ;

Pendant la période de garantie de parfait achèvement:

Sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire doit faire connaître ses observations écrites sur les interventions réalisées pendant cette période.

Avis sur les divers documents techniques relatifs à l'opération : Le titulaire doit dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception par lui de chaque document établi par le maître d'œuvre ou les entreprises, faire connaître ses observations écrites auprès du maître d'ouvrage.

Rapport final définitif : Le contrôleur technique doit dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception par lui de la demande du maître d'ouvrage, lui transmettre la version définitive de ce rapport.

Attestation prévue à l'article L.111-7-4 du code de la construction et de l'habitation :

Le contrôleur technique doit dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception par lui de la demande du maître d'ouvrage, lui transmettre l'attestation prévue à l'article L.111-7-4 du code de la construction et de l'habitation.

Article 4 : Autorité - Moyens - Conditions d'exécution

4.1 - Autorité du titulaire

Le titulaire n'est pas un mandataire du maître de l'ouvrage. De ce fait, il ne peut donner d'ordres, ni au maître d'œuvre, ni aux entrepreneurs. Il appartient au maître de l'ouvrage de décider de la suite qu'il entend donner aux avis qu'il a reçus du contrôleur technique et de donner en conséquence ses instructions au maître d'œuvre.

Le titulaire n'est pas chargé de la surveillance des travaux.

L'activité de contrôle technique est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage.

Tout différend entre le titulaire et l'un des intervenants cités à l'article 1er du présent CCP est soumis au maître d'ouvrage.

Autorité du coordonnateur

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le registre-journal de la coordination. Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de dangers graves et imminents menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent CCP est soumis au maître d'ouvrage.

4.2 - Moyens donnés au titulaire

4. 2.1 - Libre accès

Le titulaire a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité et au bureau de chantier et au matériel éventuellement mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

4. 2. 2 - Obligations du maître d'ouvrage

Pour permettre l'exercice de la mission du titulaire, le maître de l'ouvrage s'engage à : communiquer, avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs à l'élément de mission « avant-projet » et à l'élément de mission « projet » ;

Remettre tous les documents nécessaires au bon déroulement de sa mission, notamment la copie du permis de construire, s'il y a lieu.

Informar tous les intervenants à la construction du présent marché des lots;

Prendre toutes dispositions nécessaires pour lever tout empêchement ou écarter toute difficulté qui ferait obstacle à la bonne exécution des missions retenues.

4. 2.3 - Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend aussi toutes dispositions pour que le contrôleur technique puisse se faire communiquer tous documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre...).

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs; tous les documents d'exécution des ouvrages;

les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levée de réserves;

l'ensemble des documents et ordres de service relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

La copie des déclarations d'accidents du travail par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ; par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur :

de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre auxquelles il est systématiquement invité sans

qu'aucune convocation formelle lui soit adressée Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;

de l'intervention de toute entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre...) et en particulier les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre.

4.3 - Conditions d'exécution

Le titulaire désignera dans l'acte d'engagement le responsable technique qualifié pour signer, au cours de l'exécution du marché, les avis prévus à l'article 10 du CCTG.

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder les attestations requises sous peine de résiliation immédiate, sans mise en demeure préalable, du marché aux torts du titulaire.

La bonne exécution des prestations est directement dépendante de la qualité de la personne ainsi nommément désignée et de la continuité de son action. Tout

changement éventuel de personne nécessitera donc une concertation préalable avec la personne responsable du marché et son approbation expresse par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau titulaire désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de sept (7) jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau titulaire accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à sa mission.

Article 5 : Prix - Modalités de paiement

5.1 - Forme et contenu du prix

Les prestations en phases conception et réalisation faisant l'objet du présent marché seront réglées par l'application d'un prix global et forfaitaire.

5.2-Variation du prix

5. 2.1 - Mois d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le candidat/titulaire a fixé son prix dans l'offre, c'est-à-dire du mois de la date à laquelle il a signé son acte d'engagement. Ce mois constitue le mois m0.

5. 2. 2 - Index de référence

L'index de référence choisi pour représenter l'évolution du prix des prestations qui font l'objet du marché est l'index ingénierie I (Ing) (base 100 en janvier 1973).

Les valeurs de l'index Ingénierie sont publiées sur le site du ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer dédié au secteur du BTP (www.btp.equipement.gouv.fr) et reproduites dans la revue Le Moniteur (supplément textes officiels et documents professionnels).

5.3 - Règlement des comptes

5.3.1-Modalités du règlement

Le mode de règlement des prestations est le virement par mandat administratif. (Fournir un RIB).Le règlement des prestations intervient dans un délai global qui est mis en œuvre conformément aux dispositions de l'article 98 du code des marchés publics et du décret n°2002-232 du 21 février 2002.

Chaque site fera l'objet d'une facturation avec détail de la mission.

Le délai global de paiement du marché est fixé à trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Le titulaire transmet la demande de paiement par la voie postale ou la remet à la personne publique contre récépissé daté. En l'absence d'envoi de la demande de paiement en lettre recommandée avec avis de réception postal, le cachet « courrier reçu le xx/xx/xxxx » apposé par le maître d'ouvrage fera seul foi de la date effective de réception du décompte et le délai global de paiement ne commencera à courir qu'à compter de celle-ci.

En application de l'article 5 du décret précité, le défaut de paiement dans le délai global susmentionné fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du maître d'œuvre ou de son sous-traitant payé directement. Ces intérêts sont calculés comme le prévoit ce même article. Le taux des dits intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus

récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

5.3. 2 - Avance

il n'est pas accordé d'avances.

5.3.3 - Rythme des règlements

Acomptes

Conformément à l'article 91 du Code des marchés publics, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Chaque élément de mission correspondant à une partie technique fait l'objet, à son achèvement, d'un règlement distinct par acompte conformément aux montants déterminés au cadre de décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Toutefois, si le délai d'exécution de ces phases est trop important, les prestations font l'objet avant leur achèvement de règlement par acomptes intermédiaires afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Toutefois, le titulaire, s'il est une PME, telle que définie à l'article 91 du Code des marchés publics, peut demander de bénéficier de paiements intermédiaires mensuels.

Le maître d'ouvrage, sur proposition du titulaire, fixe le pourcentage d'avancement de la phase sans dépasser 80%. Ce pourcentage sert de base de calcul au montant de l'acompte intermédiaire correspondant.

Les acomptes sont versés sur présentation, par le titulaire, d'un décompte justifiant de l'avancement de la mission. Ce décompte, qui constitue la demande de paiement, est établi conformément aux dispositions des articles 11.4 et 11.5.2 du CCAG-PI.

Le maître de l'ouvrage détermine le montant à verser conformément à l'article 11.7 du CCAG-PI.

Caractère non définitif des paiements

Le règlement des acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs. Le titulaire en est débiteur conformément à l'article 92 du code des marchés publics jusqu'au règlement final du marché.

Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 8.2 du présent CCP, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde dans les conditions prévues aux articles 11.4 et 11.8 du CCAG-PI.

Ce projet de décompte pour chaque site est envoyé au maître d'ouvrage selon les modalités définies par l'article 5.3.1 du présent CCP.

Article 6 : Durée du marché –

Délais d'exécution - Pénalités

6.1 - Durée du marché et Délais d'exécution

Les stipulations relatives à la durée de la mission sont fixées à l'article D de l'acte d'engagement.

Seules les stipulations du CCAG-PI s'appliquent en cas de prolongation de délai.

En cas de diminution de délai ou d'interruption provisoire de chantier, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

Durée du marché

Le marché prend effet à la date de sa notification au titulaire.

La mission s'achève après la levée de la dernière réserve.

La mission peut, s'il y a lieu, être prolongée, sans complément de rémunération,

jusqu'à la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

6.2 - Pénalités pour retard

Par dérogation à la formule de calcul prévue à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités pour retard sont calculées et appliquées comme suit.

Par dérogation au CCAG-PI, les dispositions de l'article 14.3 dudit CCAG ne sont pas applicables au présent marché.

6.2.1 - Pendant la phase conception

En cas de non-respect des délais fixés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière fixée à cinquante (50) € HT.

6.2.2 - Pendant la phase réalisation

En cas de non-respect des délais fixés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière fixée à cinquante (50) € HT.

6.2.3 - Pendant la phase de garantie de parfait achèvement:

En cas de non-respect : des délais fixés, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à cinquante (50) € H.T.

Article 7 : Assurance

Le contrôleur doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard de tiers en cas d'accidents ou de dommages causés pendant la réalisation ou après la réception des travaux par l'exécution de sa mission.

L'attestation d'assurance professionnelle du contrôleur technique (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent marché.

Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année au maître de l'ouvrage, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

En cas de défaut d'assurance, le marché sera résilié et il sera fait application des dispositions de l'article 36 du CCAG-PI qui prévoient l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 8 : Achèvement de la mission

8.1 - Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 3.2.2 du présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu aucune indemnité.

8.2 - Achèvement de la mission

Lot 1: La mission s'achève après la levée de la dernière réserve.

Pendant la période du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44-1 du CCAG-Travaux, la mission du contrôleur peut être éventuellement prolongée s'il y a lieu jusqu'à la date d'expiration de ce délai.

Dans ce dernier cas, il est tenu de remettre au maître d'ouvrage un document finalisé tenant compte des constats effectués dans le cadre de son intervention pendant cette période.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du contrôleur technique, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du

CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.
La responsabilité contractuelle du contrôleur peut être engagée jusqu'à la notification de ce quitus.

Article 9 : Droits de la personne publique — Propriété intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire en la matière est l'option A telle que définie à l'article 25 du CCAG-PI.

Article 10 : Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI, avec les précisions suivantes.

10.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour l'application des articles 33 alinéa 1er et 34.2.2.4 du CCAG-PI, le pourcentage pour le calcul de l'indemnité de résiliation due au titulaire est fixé à 3%.

10.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

Outre les cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage pourra prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, dans le cas prévu à l'article 10.2 alinéa 1er du présent CCP.

Outre les cas prévus aux articles 32.1 du CCAG-PI, le marché pourra être résilié dans le cas prévu à l'article 7 du présent CCP.

Dans le cas de résiliation du marché en application des stipulations de l'article 10.2 précité du présent CCP, le maître de l'ouvrage fera exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire selon les modalités prévues aux articles 36.2 à 36.4 du CCAG-PI.

Dans tous les autres cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, le maître de l'ouvrage pourra faire application des dispositions de l'article 36 du CCAG-PI qui prévoient l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

En cas de résiliation du présent marché en application de l'article 32 du CCAG-PI, ou de l'un des deux premiers alinéas du présent article, les sommes portées au crédit du titulaire dans le décompte de résiliation, prévues à l'article 34.3.2 de ce CCAG, feront l'objet d'un abattement de 10 % ..

Article 11 - Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions de l'article 37 du C.C.A.G.

En tout état de cause, le Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34063 Montpellier –

Tel 04/67/54/81/00 ou fax 04/67/54/81/56

greffe.ta-montpellier@juradm.fr est seul compétent.

Article 12 - Droit, Langue, Monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que le pouvoir adjudicateur lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 2 du Code des Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet :missions contrôle technique et CSPS du marché conception réalisation du groupe scolaire NELSON MANDELA. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."